

MOHAMED BOUCHAKOUR, MAÎTRE DE CONFÉRENCES

«Il faut une réforme profonde

La conférence nationale sur l'évaluation du système Licence-Master-Doctorat (LMD) se tient les 12 et 13 janvier à Alger. L'occasion propice pour donner la parole à un universitaire qui établit une évaluation indépendante et critique d'un système souvent controversé.

Le Soir d'Algérie : Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique organise une conférence nationale pour débattre du système LMD. Que pensez-vous de cette initiative ?

Mohamed Bouchakour : Très sincèrement, par ces temps de crise, je ne suis pas sûr qu'il soit opportun de se fendre d'une telle messe. Si les débats sont libres et les participants chauffés, ils pourront certainement «vider leur sac» et le lendemain, la vie reprendra son cours normal. Je vous renvoie aux différentes conférences nationales qui se sont tenues ces deux ou trois dernières années sur des dossiers économiques brûlants, tels que la stratégie industrielle ou la politique du commerce extérieur. Toutes ces rencontres donnent l'impression que chaque secteur ministériel se fait un point d'honneur à s'acquitter de sa conférence nationale sous le haut patronage du président de la République, comme si c'était en soi une réalisation à inscrire à l'actif du secteur. On devrait commencer par évaluer les résultats et retombées de toutes ces rencontres, et rendre des comptes sur la prise en charge des recommandations qui en sont sorties et leurs retombées sur le terrain.

Pour en revenir au système LMD, si une conférence nationale était nécessaire, elle aurait dû se tenir avant le lancement de ce système, c'est-à-dire au début des années 2000. Au lieu de cela, à cette époque, on s'est contenté de parachuter une commission chargée de légitimer l'option pour le LMD et de proposer une démarche pour passer immédiatement à l'action.

Aucun débat réel n'a été ouvert avec la communauté universitaire. Après la finalisation des travaux de cette commission fantôme, on s'est acquitté d'une campagne d'information et de sensibilisation tellement bâclée que presque personne ne s'était aperçu qu'elle avait eu lieu. Puis, de manière très bureaucratique, dès la rentrée universitaire 2003-2004, le système LMD a été introduit au pas de course, partout. Son application a été généralisée en 2011, et ce n'est qu'en 2016 qu'on pense opportun d'ouvrir un large débat avec la communauté universitaire pour en discuter. Avouez que ce n'est pas très sérieux. Je ne suis évidemment pas contre le principe du débat. Bien au contraire. Mais à condition qu'on nous propose un vrai débat, celui qui mérite d'être lancé.

Alors dites-nous ce que serait aujourd'hui un tel vrai débat...

Ce serait un débat qui colle à la question fondamentale de l'heure, celle de la grave crise dans laquelle se meurt l'université, un débat qui contribue à la clarification de la nature et des causes profondes de cette crise, et qui également ouvre des perspectives de sortie de crise. A ce propos, la première clarification qu'il me semble utile d'apporter est que la crise actuelle concerne d'abord l'institution universitaire et non pas le système LMD. Pour faire court, je vais utiliser une analogie avec le domaine de la musique classique. Je dirais que le système LMD est à l'institution universitaire ce qu'une symphonie est à un orchestre philharmonique. Pour être correctement exécutée, toute symphonie a besoin que l'orchestre soit au point à tout point de vue. Dans le cas



Mohamed Bouchakour.

contraire, lorsque le chef d'orchestre ne joue pas son rôle et va même jusqu'à s'immiscer dans celui des musiciens, lorsque ces musiciens sont démotivés, déconcentrés, voire ligotés dans leurs mouvements, lorsque les instruments de musique sont irrémédiablement déréglés, insuffisants et en mauvais état, lorsque la partition posée devant chaque musicien est mal écrite, incohérente, incomplète ou illisible, lorsque sous la pression du chef d'orchestre, les musiciens doivent accélérer les tempos pour enchaîner le maximum de symphonies les unes après les autres dans le même laps de temps, je vous pose la question : la symphonie peut-elle être correctement exécutée ? Vous allez penser que je force un peu trop le trait, mais en toute objectivité, l'état de notre université n'est pas très loin de la situation de l'orchestre que je viens de décrire.

La première idée force à retenir est que le mal dont souffre l'institution universitaire est plus profond que les problèmes de mise en œuvre du LMD. Aussi, c'est le débat sur l'université qui doit primer. Si cette conférence nationale que le MESRS compte organiser se déroule, ce sont les grandes questions de l'université qui prendront nécessairement le dessus, mais comme les questionnements et les approches se feront sous la loupe du système LMD, la problématique et le débat sur l'institution universitaire seront forcément menés sous des angles de vue réducteurs et biaisés.

Quel est donc le diagnostic que l'on peut faire sur l'université ?

L'observation d'une multitude de symptômes permet d'affirmer que l'université est en crise. Mais ce constat descriptif est loin de suffire. Quel est la nature et quelles sont les causes profondes de la crise ? C'est à ce type de question d'ordre explicatif que le diagnostic doit répondre. Je dois vous dire qu'il n'existe pas aujourd'hui de réponse élaborée et documentée permettant de poser un diagnostic. Ce vide est en lui-même une des manifestations de la crise universitaire. Il n'y a même pas de débat. Tout au plus, nous sommes en présence de deux monologues diffus qui se déroulent à distance entre le ministère de tutelle et des voix qui, ici et là, s'élèvent de la communauté universitaire où des enseignants chercheurs s'expriment parfois même à travers des publications.

Le premier point de vue, celui que le ministère développe dans ses interventions officielles, interviews, allocutions protocolaires, soutient en gros que l'université algérienne a avancé à pas de géant depuis l'indépendance, mais qu'elle rencontre aujourd'hui des difficultés qui sont justement liées à sa croissance et qui sont donc, à la limite, des signes de bonne santé. Même si

certaines de ces difficultés ont un caractère structurel, elles sont considérées comme surmontables et renvoient à de nouveaux défis qui doivent être pris en charge au quotidien, dans le cadre de la politique gouvernementale et d'efforts conjugués de toutes les composantes de la communauté universitaire. Dans cette optique, le changement passe par un processus soutenu d'amélioration continue. Quant au basculement du système classique vers le système LMD, il va contribuer à aplanir les difficultés vécues par l'université.

Le second discours reflète ce que la communauté universitaire a coutume d'exprimer. Dans ses grandes lignes, il considère que l'université algérienne a certes connu une croissance extraordinaire depuis l'indépendance, mais qu'aujourd'hui les problèmes structurels auxquels elle se heurte sont d'une grande acuité de sorte que leur solution nécessite des réformes profondes et radicales. Le changement passe par une rupture. Pour ce qui est du système LMD introduit en remplacement du système classique, il est condamné à pâtir de ces problèmes structurels et verra ses chances de succès compromises.

Ce sont en effet deux visions totalement différentes sur l'état des lieux et les perspectives. Comment vous positionnez-vous ?

Vous remarquerez qu'il y a consensus sur au moins un point, à savoir que l'université est en crise, mais aucune des deux thèses n'apporte d'explication fondamentale sur la nature et les causes de cette crise. Ce point nodal de la crise n'est pas tiré au clair.

La controverse se ramène en fait à une histoire de bouteille à moitié pleine et qu'il faut patiemment continuer à remplir versus une bouteille à moitié vide qu'il faut vite restaurer de fond en comble pour qu'elle arrête de se vider. Mais ce qui nous importe c'est de savoir de quoi cette bouteille est à moitié pleine, pourquoi elle est à moitié vide et comment en est-on arrivé là ?

Si l'on revient à la question de savoir ce qui constitue l'institution universitaire, on peut la considérer comme une entité qui revêt deux composantes déterminantes très distinctes mais foncièrement complémentaires. Nous allons ici emprunter au domaine de l'informatique les notions de hard et de soft. Je vous demande de bien retenir cette distinction, car elle est essentielle pour comprendre la crise de l'institution universitaire et ses possibilités de solutions. Le hard, c'est tout ce qui est tangible, quantifiable et qui peut être obtenu sur le marché, moyennant des ressources sonnantes et trébuchantes sous la forme de budgets d'équipement et de fonctionnement. Entrent dans cette catégo-

Propos recueillis par Mokhtar Benzaki

rie les murs, les locaux, les équipements, le matériel, le mobilier, la documentation, mais aussi les effectifs d'enseignants-chercheurs, d'étudiants et de travailleurs ATS, etc. Le soft, c'est tout ce qui est intangible, qualitatif et que les compétences en place doivent produire ou s'approprier, assimiler, transmettre et diffuser. Ce sont les savoirs scientifiques, les contenus pédagogiques et didactiques, les méthodes d'enseignement, de contrôle et d'évaluation des connaissances acquises, les performances de la recherche et ses effets externes sur l'innovation et la productivité, la gouvernance universitaire, la déontologie et l'éthique dans la conduite des activités universitaires, le rayonnement scientifique et culturel dégagé par ces activités, la qualité des élites formées et leur contribution à l'image du pays, etc. L'université a besoin de ces deux composantes, le hard et le soft, pour pouvoir remplir ses missions de formation et de recherche et légitimer son existence.

Mais comment avons-nous fait pour en arriver à cette dérive ?

L'expansion du hard n'a pas eu pour fonction d'appuyer et d'accompagner le développement du soft, mais d'assumer la massification des effectifs. Y compris le peu de soft qui était encore en place dans l'université héritée de la colonisation a été sacrifiée pour fluidifier et assumer sans grincer cette massification. Si vous reconstituez l'évolution de notre Université depuis l'indépendance, elle est passée par 5 grandes étapes correspondant grosso modo chacune à une décennie.

La première période, celle des années 1960, a été celle de l'université héritée de l'époque coloniale. Elle a formé les toutes premières promotions de cadres de l'indépendance, mais sans toutefois parvenir à répondre aux besoins immenses et diversifiés du pays. Elle était élitiste, et ses programmes déconnectés des réalités et défis nationaux. Son principal point fort : elle était régie par les standards internationaux, que ce soit sur le plan des contenus et méthodes des activités académiques et scientifiques, ou sur celui de la gouvernance, de la déontologie et de l'éthique.

La deuxième période a été celle du lancement de la réforme initiée par le regretté Mohamed-Seddik Benyahia en 1971. Elle a introduit la démocratisation de l'accès à l'université, une certaine adaptation des programmes au contexte du pays, un effort d'alignement sur les évolutions observées à l'échelle internationale, et la formation de formateurs dans la perspective de l'algérianisation du corps enseignant. L'université algérienne comme institution nationale était en train de naître. Elle tentait à la fois de s'ancrer dans les réalités et besoins nationaux, et de s'accrocher aux évolutions suivies par les universités de par le monde. En matière de gouvernance, d'éthique et de déontologie, les acquis hérités de l'université coloniale avaient reçu, au passage, quelques coups de griffe, mais sans grande gravité par rapport à ce qui allait suivre. La troisième période a été celle des années 1980. Sous le couvert de correctifs pragmatiques plus ou moins justifiés, c'est la remise en cause progressive de la réforme lancée en 1971 et surtout la perte de vue de tout projet de construction d'une université nationale.

La démocratisation de l'accès à l'université est maintenue mais elle dérape vers la massification des effectifs, cette massification qui va s'imposer aux yeux des autorités politiques comme l'indicateur de performance par excellence pour le secteur universitaire.

Photo : DR